

# **Le Promeneur des non-lieux**

**Claude Malon**

**Le  
Promeneur  
des  
non-lieux**

*récit*

Toutes les photos ont été prises au Havre par l'auteur.  
La photo de couverture est un détail d'une photo du  
Havre de Guillaume de Laubier.

© Editions des Falaises, 2020  
16, avenue des Quatre Cantons - 76000 Rouen  
102, rue de Grenelle - 75007 Paris  
[www.editionsdesfalaises.fr](http://www.editionsdesfalaises.fr)



*À Titouan  
mon historien préféré*



*Le Havre, c'est assez sinistre  
comme ville, entre les guerres*

Raymond Queneau, *Contes et propos*,  
Gallimard, 1981, p. 148



## Petites Sœurs d'antan

L'oncle Édouard était mon parrain lozérien. Depuis que j'habitais Le Havre, il me répétait à chaque rencontre : « Comment, tu ne connais pas ? L'hôpital des Petites Sœurs des Pauvres ! C'est là qu'on m'a soigné, quand j'ai été blessé en 14... » C'était il y a plus de quarante ans. J'étais alors totalement ignorant du visage de ma ville d'adoption durant ces années de guerre. Il ne me venait même pas à l'idée que l'Oncle aurait pu m'en dire un peu plus. Un peu de son aventure, de sa guerre. Mais c'était un silencieux et une sorte de pudeur l'habitait. Je la devinais et ne cherchais pas plus loin. Une pudeur répandue chez les soldats revenus de la grande boucherie. Cette difficulté à parler, on la retrouvera à la génération suivante chez les rescapés de la déportation que l'on n'était pas prêts à croire. L'étonnement d'Édouard devant mon ignorance de l'endroit où se situait l'hôpital, qui, dans son imagination était toujours là où il l'avait laissé, me renvoyait alors aux souvenirs de mon enfance, quand je lui rendais visite au Pré-Vival. Sa maison était baignée de soleil et parfumée par les iris, les glaïeuls et les dahlias. Un petit escalier descendait du jardin à la cave qui sentait bon la pomme de terre, et sur une étagère, trônaient deux casques de sa guerre. L'un était gris métal, un peu rouillé.

L'autre était noir et luisant : il me plaisait de penser que c'était celui d'un Allemand qu'il avait capturé. Mais l'Oncle ne répondait pas à mes questions, occupé qu'il était à peindre la canne à pêche qu'il m'avait fabriquée et dont j'attendais avec une impatience retenue qu'il me la livre enfin.

Il aura donc fallu attendre le centenaire de la Grande Guerre pour que se ravive le souvenir de celui qui me donna mon second prénom. Édouard m'avait dit : « Tu sais bien, les Petites Sœurs des Pauvres, pas loin de la gare... » Je l'ai cru. À tort sans doute, car cet hôpital n'exista que dans la maison du 15 rue Foubert, perpendiculaire à la rue des Gobelins où l'on entre dans l'actuelle maison de retraite tenue par les Sœurs. Aux archives, je retrouve une lettre : le 16 septembre 1914, le maire du Havre écrit au docteur Castel, directeur du service de santé. Il lui annonce qu'à cette adresse, les Sœurs ont décidé d'installer un dortoir de trente lits pour convalescents. Il sera mis à disposition de l'autorité militaire. Dès l'automne 1914, Le Havre accueillera plus de douze mille blessés. Je me rends sur les lieux. Il ne reste qu'un immeuble de construction assez récente, en brique et aluminium, portant le numéro 13. Le bâtiment a absorbé le n°15 qui n'existe plus. L'hospice a été démoli après guerre. Je retrouve une photo de l'ancien porche, surmonté d'une Vierge à l'Enfant dans une niche. On devine la cour intérieure. La rue Foubert joint la place des Gobelins à la rue Félix-Faure, et quand le regard remonte la pente, il aperçoit là-haut les pins maritimes et la riche villa des Siegfried, Le Bosphore, détachée sur le bleu du ciel.

J'avais cru mon oncle gravement blessé et pour longtemps, et voilà que son parcours militaire m'est offert par les archives de la Lozère sur l'écran de mon ordinateur. Dans ce registre matricule je retrouve bien le bonhomme : châtain foncé, un mètre soixante-et-un,

une taille commune chez les conscrits de l'époque, les « oreilles écartées », le « visage large ». Il a seize ans quand la guerre éclate. En octobre 1917, il part aux armées. Il rejoint le 134<sup>e</sup> régiment d'infanterie caserné à Dijon. Je retrouve la trace du régiment en Champagne au printemps 1918. À l'été, il se porte à marche forcée sur le secteur de Saint-Léger et de Quennevières pour faire face à la nouvelle offensive allemande. Le 6 août 1918, Édouard est blessé à Tracy-le-Val, au nord de Compiègne, où le village, situé sur un point d'extrême avance des Allemands, est entièrement détruit. Le livret parle de « contusion lombaire » par éclats d'obus. Je me souviens qu'il se plaignait de les avoir toujours dans les reins. Il se retrouve alors dans un hôpital complémentaire, puis il est transporté au Havre, dans l'hôpital n°22, celui des Petites Sœurs, organisé par la Croix-Rouge. Il en ressort quelques jours plus tard. Après dix jours de permission, il rejoint le dépôt, puis le front, à nouveau, le 20 septembre. Fragilité des mémoires. La mienne avait fait défaut : ce n'était pas « en 14 » mais « en 18 »...

Cher Oncle, je regrette de ne pas t'avoir harcelé de questions. J'en suis réduit à t'imaginer, dans un grand lit en fer de salle commune. Sœur Maria de Saint-André, la mère Supérieure est peut-être passée ce matin, t'adressant un mot gentil et te touchant le front du revers de la main... Je t'imagine, encore convalescent, découvrant un peu Le Havre à ton retour vers une gare que tu trouvais si proche, mais en réfléchissant un peu, la distance devait être une broutille pour un soldat de vingt ans à peine, habitué aux longues marches avec un barda de trente kilos sur le dos. Tu traverses la ville qui vit à l'heure de la guerre, dans le deuil et l'effervescence. Un poumon de l'arrière. Une ville surpeuplée, c'est bon pour le commerce. J'imagine les vitrines des drogueries. On peut y voir les nouvelles lessives fabriquées chez Jullien et

leurs étiquettes « l'Obus de 75 » ou « La lessive du Poilu », « la Croix de guerre » ou « La Brabançonne ». Derrière sa vitrine, l'épicière a disposé les nouveaux paquets de chicorée Leroux, « Chicorée de la Victoire » et « Chicorée des Réfugiés ». Alphonse Leroux a dû fuir sa ville d'Orchies, entre Lille et Valenciennes, anéantie par les Boches. Il s'est réfugié rue Demidoff, pas très loin de la gare.

Tu ne pouvais pas savoir que cette agitation à l'arrière remplissait les comptes en banque des négociants et des industriels. Plusieurs d'entre eux vivaient dans les belles villas de la Côte surplombant ton hôpital. C'était le cadet de tes soucis. Pourtant tout allait bien pour les fabricants d'armes, les négociants en coton, en café, les marchands de vin et les importateurs de rhum dont Le Havre devenait le principal entrepôt à la faveur de cette guerre. Son parfum se mêlait à celui des multiples torrifications dans les rues de la ville. J'ai pu lire les mots de l'inspecteur de la Banque de France qui souligne les « grosses fortunes » et les « excellents résultats » procurés par cette belle conjoncture. Les « marchés de guerre » passés entre les négociants et l'Armée créent une prospérité dont tout le monde ne profite pas. Mais tout cela ne compte pas. Dans quelques jours tu seras à nouveau dans l'enfer, la mort, la boue, la pourriture, les cadavres défigurés entassés dans des charrettes.

Je suis sûr en revanche que tu aurais pu me dire un mot – quand même – de cette ville grouillante de soldats britanniques et belges, de travailleurs coloniaux, de Chinois, de réfugiés. Peut-être as-tu croisé des convalescents comme toi, abrités à l'hôpital militaire belge du lycée de garçons, l'actuel lycée François I<sup>er</sup>. Paul Hauchecorne les a vus en 1916. Ces « blessés qui sortent des hôpitaux, tout doucement et s'en vont par les rues... ils ne se parlent pas, quelques-uns fument la cigarette... des amputés appuient leurs aisselles sur des béquilles... sous

le renflement des capotes saillent des bras en écharpe... ». Tu as peut-être croisé ces colonnes de militaires de toutes nationalités convergeant vers une gare surchargée d'hommes et de marchandises. Plus d'un millier de wagons par jour, remplis de ravitaillement pour le front, emportant la chair à canon vers les lignes et déversant au retour des centaines de blessés dans un seul convoi. Tu as été de ceux-là. Debout, affublés de bandages et de béquilles, ou couchés sur des civières, soldats et officiers étaient évacués vers des hôpitaux de fortune le plus souvent, installés dans les écoles ou parfois chez l'habitant. Fatigué par tes blessures, n'avais-tu pas le tournis dans cette gare du Havre, tour de Babel et grand bazar ? Je suis sûr que non content de parler le patois lozérien plutôt que le français, tu n'avais jamais entendu les sonorités de l'anglais, du flamand ou du serbe. L'allemand, peut-être, les mots de la guerre, bien sûr.

Peut-être as-tu aperçu les montagnes de charbon sur le quai Colbert près de la gare ? Ce charbon, venu du Pays de Galles, chargé sur les navires de Worms qui amenaient aussi des tonnes de fer pour les obus, des clous pour les fers des chevaux si nombreux à mourir au front, des tissus pour l'Intendance ou des tonnes de fer pour les lits d'hôpitaux. Du charbon, trois fois plus cher qu'avant guerre, il en fallait beaucoup, pour se chauffer, mais surtout pour les usines. La population avait doublé pendant le conflit et il fallait nourrir au moins quatre-vingt mille hommes de troupe. Les Belges, dont le gouvernement était réfugié à Sainte-Adresse avaient eux aussi leurs usines et leurs ouvriers. En décembre 1915, entre Graville et l'usine Schneider de Gonfreville-l'Orcher, la poudrerie belge avait explosé. Vitres et vitrines s'étaient envolées, à des kilomètres à la ronde. Cent morts et deux mille blessés. Les jours suivants, on croisait dans la rue des passants au visage tout bleu, qui finissaient par mourir.

Les hommes et les femmes, ces dernières surtout, avaient fabriqué depuis quatre ans des millions d'obus et des milliers de canons dans les usines de métallurgie et les ateliers de mécanique transformés pour l'occasion en arsenaux. Chez Caillard, aux Tréfleries, chez Augustin-Normand. À l'emplacement de l'usine Safran-Nacelles d'aujourd'hui, les douze mille ouvriers et ouvrières de Schneider ne faisaient plus que cela. L'obus de 75 dont les ouvrières montaient les têtes n'avait plus de secrets pour elles. Ah ! Que tout cela était photogénique ! Le photographe officiel des armées, Isidore Aubert, vint au Havre. Il les fit poser devant les grandes machines à courroie et sous les immenses verrières des ateliers, au milieu des obus luisants accumulés avec précaution dans de grands chariots. Des objets lisses aux formes parfaites, disposés en savantes pyramides. À l'interdiction de la photographie en temps de guerre, le ministère avait fait une exception. Il souhaitait préserver le moral de la population, montrer que l'arrière tenait bon. On est ému par l'élégance de ces « munitionnettes », terme parisien et peu havrais, mais on peut deviner sur ces beaux clichés les cernes et la fatigue. Elles sont sujettes à des journées allant jusqu'à douze heures et au travail de nuit dans les grosses usines.

Après l'armistice, on les débauchera par milliers, car il faut bien, dit un commissaire de police, que les femmes « retournent aux soins qu'elles doivent au ménage ». Sauf s'il reste encore du sale boulot : près d'un millier de femmes sont demeurées à leur poste pour nettoyer, sur la base anglaise, les uniformes ramenés des tranchées... En lisant cela, je repense aussitôt à la formule de mon professeur de français à l'école normale d'instituteurs de Mende, le « père » Faure. Cet homme nous inspirait la crainte et le respect. Il ressemblait un peu à Lénine avec son crâne chauve et sa barbichette. Un jour, à l'occasion

d'un texte sur la guerre, un copain croit formuler une belle réponse en parlant « d'héroïsme ». Pris d'une colère noire qui nous pétrifie, le père Faure hurle : « Stupidité ! foutaises !... la guerre, c'est du sang, c'est de la boue, c'est de la merde ! » J'avais l'intuition qu'il ne parlait pas de la dernière, mais de la Grande, la vraie.

Cher Oncle, je ne suis pas naïf. Jamais tu ne m'aurais raconté le pire. Il a fallu que d'autres s'en chargent. Comme Giono. Celui du *Refus d'obéissance*. Ses images me hantent. Elles ont dessiné pour moi ce que tu as sans doute de tes yeux vu. Les grands troupeaux d'hommes en bleu qui s'écoulent d'une colline vers un village écrasé. Le désordre des fuites interminables en travers des lignes de front. Les hommes, les bêtes, la terre, le sang, tout ça mélangé. « Là un bébé tout mort, un cochon errant lui a mangé le ventre ». De la cervelle d'homme sur une jante de roue. Les obus déterrants des morts. Un cheval qui s'entrave dans ses entrailles en courant. « Le louche sirop qui sucre le fond du nez, l'odeur des morts ». Un homme a le bras arraché. Par le trou à l'épaule, on voit le cœur qui bat encore. Un autre a les viscères à nu « qui tremblent comme de la gelée ». Le visage du compagnon est d'un seul coup raboté par la rafale. De là sort un gémissement qui se gonfle puis se tait. Il en fallait de la force, au-dedans, pour rester un homme après ça.

Le tribut des Havrais à la Grande Guerre est spectaculaire par le nombre. Comment ne pas être impressionné par le chiffre de ces 7 500 soldats et marins, figurant sur l'immense monument aux morts de la place Gambetta ? Ironie de la guerre, cette gigantesque Victoire ailée est le seul édifice resté debout au milieu du champ de ruines de la ville après la table rase, au soir du 5 septembre 1944. Comme si la guerre d'avant demeurait singulière, irréductible. Comme pour dire aux hommes : « Vous n'avez rien appris ». Le monument n'avait laissé sur ses parois

que peu de place pour un hommage aux futures victimes. La ville avait perdu au moins un habitant pour vingt au combat. Aucune famille, des ouvriers du quartier de Graville jusqu'aux bourgeois de la Côte, n'était indemne.

Gagner une position, la perdre, la regagner et la reperdre. Absurdité des combats. On sait le peu de cas fait par les états-majors, et Nivelles en particulier, de la vie des hommes. Et dire que pour le centenaire de l'armistice, c'est aux maréchaux que l'on a rendu hommage ! Le devoir de mémoire orchestré par nos gouvernants tombe parfois à côté de la plaque. Nous connaissons la fin de l'histoire : nous savons que les quelques mètres de terrain pour lesquels ils se sont sacrifiés ne seront jamais, quoi qu'il advienne, l'endroit où passera une nouvelle frontière. Les mutins du principal régiment havrais, le 129<sup>e</sup>, ne sont pas des traîtres. Ils dénoncent simplement les embusqués de l'arrière, les profiteurs de guerre. Ils se demandent pourquoi on ne discute pas des propositions de paix allemandes et ajoutent : « Nous monterons aux tranchées, nous ferons notre devoir... ne craignez rien là-dessus... Seulement nous ne ferons plus d'attaques qui entraînent des pertes inutiles ». Trois ou quatre cents hommes parcourent les cantonnements pour débaucher les camarades. Puis vient le retour de bâton : les arrestations, les cours martiales et les huit fusillés pour l'exemple, le 28 juin 1917.

Parmi ceux du 129<sup>e</sup>, Marcel Lebouc, un ouvrier journalier, était rouennais. Incorporé depuis novembre 1913, il avait été nommé sergent en 1915, puis rétrogradé caporal en mai 1917. Pour refus d'obéissance, il est condamné à mort et à la dégradation militaire. L'exécution a lieu à Baricourt dans la Meuse. Henri Mille est rouennais lui aussi. C'est un marin de trente-trois ans. Il est arrivé au 129<sup>e</sup> en août 1915. Il est blessé en mai 1916 et reprend le combat. Son livret militaire porte la mention « décédé

le 28 juin 1917 ». Je l'observe à la loupe : dix lignes ont été rayées, soigneusement mais pas assez, car on devine quand même : « exécuté le 28 juin 1917 »... Celui qui tenait la plume a-t-il reçu l'ordre de masquer la honte ? Celle de l'armée ou celle qu'on supposait à la famille ? Une plume nouvelle a enfin ajouté mention d'une loi d'amnistie en septembre 1921. Celle-ci ne valait pas réhabilitation mais ouvrait droit à un recours pour les proches contre le conseil de guerre. Donc on fusillait, puis on amnistiait les morts.

Un sort abject est réservé au Havrais Alfred Vasse, un ouvrier de vingt-quatre ans. Cela fait quatre ans qu'il est sous les drapeaux. Il a été clairon au 39<sup>e</sup>, puis est passé au 274<sup>e</sup> régiment d'infanterie. C'est tout sauf un « planqué ». Le 29 août 1914 il est à Guise, dans l'Aisne, il est blessé à la tête par des éclats d'obus. Il repart au combat. Le 4 juin 1915, il se trouve à Neuville-Saint-Vaast, dans le Pas de Calais. Une balle entre dans son bras gauche. Le 6 décembre 1915, il est blessé à la cuisse. Il repart encore. Le voilà maintenant à Paars, cent soixante kilomètres plus au sud, dans l'Aisne à nouveau. Le 5 juin 1917, le conseil de guerre le condamne à la peine de mort, « comme étant convaincu de révolte, pour refus collectif de monter en ligne ». Il est exécuté, pour « l'exemple » le 2 juillet, quelques jours après ses compagnons du 129<sup>e</sup>. Dans sa ville, à l'arrière, laborieux ou profiteurs, personne n'était informé de l'inhumanité d'une armée qui tuait ses soldats, parfois les meilleurs, déjà blessés par l'ennemi. Édouard avait-il entendu parler des fusillés ? Était-il convaincu de l'absurdité de cette guerre ou fier de faire son devoir ? Je ne le saurai jamais. Cela vaut mieux, j'aurais pu être déçu.

Petites Sœurs de la rue Foubert, je vous dois moi aussi quelque chose. Grâce à vous, cette tragédie avait suscité en moi d'autres curiosités. Elles m'éloignaient

du Havre, mais qu'importe, c'était la même guerre, les mêmes souffrances pour les hommes des villes du Nord et ceux des campagnes occitanes. Depuis toujours dans la famille, Édouard était le seul modeste témoin de la terrible guerre. J'en avais conclu que le hasard avait épargné ma lignée. Je découvris qu'il n'en était rien. Huit oncles ou cousins germains de mon père, nés dans la commune de Rieutort-de-Randon, avaient fait la guerre et deux n'en sont pas revenus. On ne m'en avait jamais parlé. Dans les tranchées ou en Orient, dans la territoriale comme dans les zouaves, leurs états de services sont là sous mes yeux, miracle des archives en ligne qui m'offrent, soigneusement calligraphié à la plume Sergent-Major, le portrait de ces parents, la couleur de leurs yeux, leur taille, mais aussi leurs frasques de jeunesse : ces jeunes paysans du plateau de la Margeride n'étaient pas avarés de coups et avaient eu plus d'une fois affaire aux gendarmes. Mais tous ont fait, selon cette expression rebattue, leur « devoir », loin du parfum des genêts de la Haute Lozère.

Jean-François, déjà âgé de quarante-quatre ans, dans l'infanterie, Camille chez les zouaves, Blaise le grand scieur de long dans l'artillerie lourde, Ernest le charpentier, qui échappe à la mort pendant quatre ans et reste en Orient jusqu'en 1919. Parmi les gamins de vingt ans, voici Pierre, un dur à cuire, surnommé Pierre Nègré, (Pierre le noir) qui plus tard se fera tatouer sur le haut du front : « Ni Dieu ni Maître ». Blessé dans la Somme, il reçoit deux médailles. Soigné à l'hôpital Sainte-Anne en 1920, il s'en évade. Ironie de l'histoire, il est déclaré déserteur, avant d'être repris et absous. Un autre cousin de mon père, François, lui aussi médaille de la Victoire et médaille de la Grande Guerre, fréquente plusieurs hôpitaux de Coulommiers à Avignon. Et Jean-Louis, jeune frère de François, solide paysan de vingt et un ans, meurt pour la France en septembre 1915, à Angres, près de Lens.

Enfin Casimir, disparu à vingt-sept ans, le 27 août 1914 à Font de Jaulnay dans la Meuse avec une partie du 22<sup>e</sup> d'infanterie coloniale. Ce régiment perd ce jour-là 1 128 hommes sur un total de 3 327, après en avoir sacrifié plus de 700 l'avant-veille dans un mouvement de repli au moment où les Allemands tentent de franchir la Meuse. Les soldats sont piégés dans la forêt de Jaulnay sous le pilonnage permanent de l'artillerie allemande placée sur les hauteurs. On n'a pas retrouvé les restes de Casimir et de bien d'autres. Le nombre de « disparus » du 27 août sous ce déluge d'obus est effrayant : 530, la moitié des tués. Il y en avait autant du côté allemand. Casimir est déclaré Mort pour la France en 1920 seulement. Son nom figure aujourd'hui sur la stèle de la petite mairie de Crespian, dans le Gard. Si ses restes ont été exhumés, ce qui est peu probable au vu de ce qui est dit sur les cimetières militaires autour de Luzy, peut-être reposent-ils avec ceux d'autres soldats inconnus dans ces tombes où, entre deux soldats identifiés, on peut lire sur la stèle : Ici, deux soldats, ou ici, trois soldats. C'est l'image la plus forte que j'ai gardée de ma visite des cimetières de la Grande Guerre. On imagine la sombre collecte. Oui, ces cercueils ne sont que quelques gouttes d'eau dans l'Océan du grand désastre. Mais désormais, quand je traverse le quartier des Gobelins, c'est à mes grands-cousins lozériens que je pense. Le Havre et la Lozère ont en commun un nombre record de victimes au regard de leur population.

Le dernier soldat tué sur le sol français était un Lozérien, présent au front depuis 1914, jusque-là, un « trompe-la-mort »... L'armistice est signé à 5 heures 15, le message du maréchal Foch parvient au régiment d'Augustin à 8 heures 30, demandant que les armes se taisent à 11 heures. À Vrigne-Meuse, dans les Ardennes, on l'envoie porter un message en première ligne. À 10 heures 50, il est fauché d'une balle en pleine tête. Sa fiche matricule

est antidatée pour faire croire qu'il est mort la veille...  
Il s'appelait Trébuchon : ça ne s'invente pas ! J'ai reçu  
aujourd'hui, une photo de l'un des casques de l'oncle  
Édouard. Non pas celui qui devait être un Adrian du fan-  
tassin, mais celui dont je me souvenais qu'il était noir  
et brillant. Or ce n'est pas un casque d'Allemand. Mon  
imagination d'enfant m'avait trompé. Il porte une plaque  
gravée : « Soldat de la Grande Guerre. 1914-1918 ». C'est  
donc une manière de médaille. Il est maintenant, bien  
lustré, une relique de la famille. Il paraît que sur ses vieux  
jours, ma tante l'avait pendu à l'envers, à sa pergola. Elle  
avait mis un peu de terre à l'intérieur, et fait pousser...  
une misère !